

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

U.D.A.F. DU CHER

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DU CHER

29, avenue du 11 Novembre

18000 BOURGES

Exercice du 1^{er} janvier 2025 au 31 Décembre 2025

<p>RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS</p>
--

Aux membres de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaires aux Comptes pour la période du 1^{ER} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans le paragraphe « Changement de méthodes comptables ».

Cette note fait notamment référence au changement de méthode comptable consécutif aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2022-06. Ce changement de méthode est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

JUSTIFICATIONS DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenue ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Doulchard, le 11 juin 2026

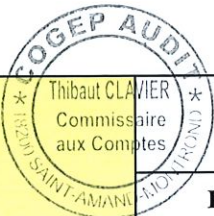
SAS COGEP AUDIT

Commissaire aux Comptes
Représentée par

Thibaut CLAVIER



ACTIF				Arrêté au 31/12/2025 Durée 12 mois	31/12/2024 12 mois
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET	
Frais d'établissement					
Frais d'établissement					
Frais d'établissement					
TOTAL I					
Actif Immobilisé					
Immobilisations Incorporelles					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruits					
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs	21 775,32	-21 775,32			
Immobilisations Corporelles					
Terrains	66 710,09		66 710,09	66 710,09	
Constructions	676 282,27	-198 776,41	477 505,86	503 162,85	
Installations techniques matériel et outillage industriel					
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	319 620,20	-288 129,36	31 490,84	43 136,81	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations Financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres Immobilisés					
Prêts					
Autres Immobilisations Financières	97,65		97,65	97,65	
TOTAL II	1 084 485,53	-508 681,09	575 804,44	613 107,40	
Comptes de Liaison					
Comptes de Liaison					
Comptes de Liaison					
TOTAL III					
Actif Circulant					
Stocks et en cours					
Stocks et en cours					
Créances					
Créances redevables usagers et comptes rattachés	6 576,00		6 576,00	4 285,00	
Créances reçues par legs ou donations					
Autres créances	143 227,76		143 227,76	213 117,60	
Charges constatées d'avance	11 580,15		11 580,15	12 510,27	
Valeurs mobilières de placement					
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Disponibilités	222 913,15		222 913,15	165 608,94	
TOTAL IV	384 297,06		384 297,06	395 521,81	
Frais d'émission des emprunts					
Frais d'émission des emprunts					
Frais d'émission des emprunts					
TOTAL V					
Prime de remboursement des emprunts					
Primes de remboursement des emprunts					
Primes de remboursement des emprunts					
TOTAL VI					
Ecart de conversion Actif					
Ecarts de conversion Actif					
Ecarts de conversion Actif					
TOTAL VII					
TOTAL GENERAL	1 468 782,59	-508 681,09	960 101,50	1 008 629,21	



P A S S I F		Arrêté au 31/12/2025	31/12/2024
		Durée 12 mois	12 mois
Fonds propres			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
Réserves statutaires ou contractuelles		248 962,54	248 962,54
Réserves pour projet de l'entité		430 309,95	394 835,80
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		430 309,95	394 835,80
Autres réserves			
Report à nouveau			
Report à nouveau		-337 240,05	-149 158,38
dont report à nouveaux des activité sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		-247 188,72	-103 707,30
Excédent ou déficit de l'exercice			
Excédent ou déficit de l'exercice		46 879,16	-152 607,52
dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales & médico-sociales			
Situation nette (sous-total)			
Situation nette (sous-total)		388 911,60	342 032,44
Fonds propres consommables			
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Provisions réglementées		21 648,47	21 012,06
TOTAL I		410 560,07	363 044,50
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs et donations			
Fonds reportés liés aux legs et donations			
Fonds dédiés			
Fonds dédiés			
TOTAL II			
Comptes de Liaison			
Comptes de Liaison			
Comptes de Liaison			
TOTAL III			
Provisions			
Provisions pour risques		80 000,00	80 000,00
Provisions pour charges		130 772,67	115 267,59
TOTAL IV		210 772,67	195 267,59
Dettes			
Emprunts Obligataires et assimilés			
Emprunts Obligataires et assimilés			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		98 183,27	108 504,92
Emprunts et dettes financières diverses			
Emprunts et dettes financières diverses			
Instruments financiers à terme			
Instruments financiers à terme			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		31 463,03	28 605,24
Dettes des legs ou donations			
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes fiscales et sociales		87 844,34	123 170,27
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés			
Autres dettes			
Autres dettes		87 528,12	163 036,69
Produits constatés d'avance			
Produits constatés d'avance		33 750,00	27 000,00



31/12/2024

12 mois

450 317,12



1 008 629,21

Compte de résultat

CONSOLIDATION TOUS



	Arrêté au : 31/12/2025		31/12/2024		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations	519,50	0,03	433,20	0,03	86,30	19,92
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services	149 916,85	9,68	111 475,31	7,61	38 441,54	34,48
-dont parrainages						
-dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-so						
-dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-s						
Ventes de biens et services	149 916,85	9,68	111 475,31	7,61	38 441,54	34,48
Concours publics et subvt° exploitation	1 548 460,12	100,00	1 465 533,14	100,00	82 926,98	5,66
Subventions d'exploitation						
-dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consommation dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Produits de tiers financeurs	1 548 460,12	100,00	1 465 533,14	100,00	82 926,98	5,66
Reprises/prov. & amort, transf. de charge			26 394,74	1,80	-26 394,74	-100,00
Utilisations des fonds dédiés			31 650,68	2,16	-31 650,68	-100,00
Autres produits	39,69	0,00	8,48	0,00	31,21	368,04
-dont complément de rémunération TH						
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	1 698 936,16	109,72	1 635 495,55	111,60	63 440,61	3,88
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises	16,18	0,00	28,99	0,00	-12,81	-44,19
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	293 740,78	18,97	316 100,08	21,57	-22 359,30	-7,07
Impôts, taxes et versements assimilés	90 016,67	5,81	84 071,52	5,74	5 945,15	7,07
Salaires et traitements	879 763,95	56,82	848 747,25	57,91	31 016,70	3,65
Charges sociales	312 498,22	20,18	318 588,13	21,74	-6 089,91	-1,91
Dotations aux amortissements	37 302,96	2,41	36 766,07	2,51	536,89	1,46
Autres charges	1 752,84	0,11	3 204,47	0,22	-1 451,63	-45,30
Dotations aux provisions	15 505,08	1,00	50 007,63	3,41	-34 502,55	-68,99
Report en fonds dédiés						
Aides financières	17 548,46	1,13	18 746,62	1,28	-1 198,16	-6,39
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	1 648 145,14	106,44	1 676 260,76	114,38	-28 115,62	-1,68
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	50 791,02	3,28	-40 765,21	-2,78	91 556,23	-224,59
Produits financiers						
Produits financiers de participations	636,41	0,04	1 672,77	0,11	-1 036,36	-61,95
Autres valeurs mob., créances d'actif im.						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P.						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	636,41	0,04	1 672,77	0,11	-1 036,36	-61,95
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	4 463,87	0,29	4 897,54	0,33	-433,67	-8,85
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV	4 463,87	0,29	4 897,54	0,33	-433,67	-8,85
RESULTATS FINANCIERS	-3 827,46	-0,25	-3 224,77	-0,22	-602,69	18,69
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	46 963,56	3,03	-43 989,98	-3,00	90 953,54	-206,76
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion						
Sur opération en capital	642,01	0,04	353,23	0,02	288,78	81,75
Reprises/provisions et transfert de char						
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V	642,01	0,04	353,23	0,02	288,78	81,75
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion			107 298,00	7,32	-107 298,00	-100,00
Sur opération en capital	90,00	0,01			90,00	
Dotation aux amortissements et aux prov.	636,41	0,04	1 672,77	0,11	-1 036,36	-61,95
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI	726,41	0,05	108 970,77	7,44	-108 244,36	-99,33
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-84,40	-0,01	-108 617,54	-7,41	108 533,14	-99,92

Compte de résultat

CONSOLIDATION TOUS

	Arrêté au : 31/12/2025		31/12/2024		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII						
Impôts sur les bénéfices						
TOTAL VIII						
PRODUITS	1 700 214,58	109,80	1 637 521,55	111,74	62 693,03	3,83
CHARGES	1 653 335,42	106,77	1 790 129,07	122,15	-136 793,65	-7,64
EXCÉDENT OU DÉFICIT	46 879,16	3,03	-152 607,52	-10,41	199 486,68	-130,72
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée						



Compte de résultat

CONSOLIDATION TOUS

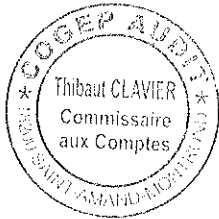
Arrêté au :		31/12/2025		31/12/2024		Variation	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE							
Contributions Produits							
Dons en nature							
Prestation en nature							
Bénévolat							
CONTRIBUTIONS PRODUITS							
Contributions Charges							
Secours en nature							
Mises à disposition gratuite de biens et services							
Prestations en nature							
Personnel bénévole		67 042,41	4,33	28 335,70	1,93	38 706,71	136,60
CONTRIBUTIONS CHARGES		67 042,41	4,33	28 335,70	1,93	38 706,71	136,60



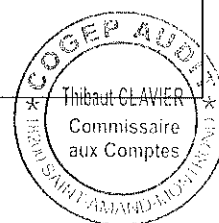
Compte de résultat

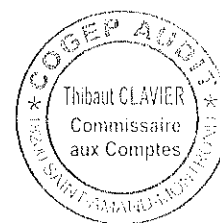
CONSOLIDATION TOUS

Liste des structures



ANNEXE COMPTABLE





SOMMAIRE

A- PRESENTATION DE L'ASSOCIATION	3
B- FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	3
C- PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	4 - 7
Hypothèses de base	4
Changement de méthodes comptables	4
Règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels	5 - 7
D- NOTES RELATIVES AU BILAN	7 - 9
Note 1 : Immobilisations incorporelles	7
Note 2 : Immobilisations corporelles	7
Note 3 : Etat des échéances des créances	7
Note 4 : Fonds associatifs	8
Note 5 : Provisions pour risques et charges	8
Note 6 : Etat des échéances des dettes	9
E- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	9 - 10
Note 7 : Détail des subventions par financeurs	9
Note 8 : Détail des charges à payer	9
Note 9 : Evolution des effectifs	10
Note 10 : Engagements donnés ou reçus	10
Note 11 : Autres informations	10



A- PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'Union Départementale des Associations Familiales du Cher (Udaf du Cher) existe depuis 1945 dont l'objectif principal est la défense et représentation des intérêts moraux et matériels des familles sur le département du Cher.

Au 31 décembre 2025, l'Udaf du Cher compte 33 salariés qui sont répartis sur les secteurs d'activité suivants :

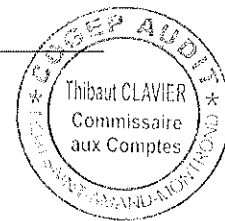
- L'action institutionnelle
- Les actions conventionnelles (Structurer et développer des lieux de soutien à la parentalité, Partager la lecture, Accompagner et soutenir les aidants familiaux)
- Le service Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux
- Le service Information et Accompagnement Budgétaire
- Le service Délégué aux Prestations Familiales
- Le service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs
- Le service Ethique

B- FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

L'année 2025 a été marquée par l'anniversaire des 80 ans de l'Udaf du Cher et la reconduction des financements de l'Espace éthique du Cher.

Elle a été aussi marquée par une croissance de l'activité du service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs avec une augmentation du nombre de mesures exercées.

On retrouve les mêmes tendances pour le service Information et Accompagnement Budgétaire et pour la Maison des Familles et de la Parentalité, en permettant de consolider les actions engagées en faveur des personnes vulnérables, des familles et des professionnels du territoire.



C- PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Hypothèses de base

Les principes généraux de régularité, de sincérité et d'image fidèle ont été respectés à partir des hypothèses de base suivantes :

- prudence ;
- indépendance des exercices ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- continuité d'exploitation.

L'exercice est d'une durée normale de 12 mois, comparable à celle de l'exercice précédent.

Les comptes sont établis en Euros.

Changement de méthodes comptables

La 1ère application du règlement ANC n° 2022-06, constitue un changement de méthode.

Le règlement ANC n° 2022-06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le plan comptable général et s'applique à compter du 1er janvier 2025.

Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés. En effet, aucun texte n'a autorisé une présentation avec effet rétroactif du bilan et du compte de résultat comme si le règlement ANC n° 2022-06 avait été appliqué dans les comptes dès l'ouverture de l'exercice précédent.

Les changements majeurs induits par cette nouvelle norme modifient notamment la définition du résultat exceptionnel, celui-ci regroupant désormais principalement les opérations de l'exercice liés à un événement majeur et inhabituel (art. 513-5 du PCG). Certaines opérations auparavant qualifiées d'exceptionnelles sont ainsi reclassées en opérations courantes et présentées en résultat d'exploitation. Il s'agit notamment des opérations liées aux cessions/sorties d'immobilisations et des amortissements sur les subventions d'investissements.

Autre modification majeure, les comptes de transferts de charges ont été supprimés et remplacés par de nouveaux comptes ou imputés au crédit du compte de dépense initiale.

Règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

Les comptes sont établis et présentés conformément à la nouvelle réforme du Plan Comptable Général (issu de la modification du règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 par le règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 et homologué le 30 décembre 2023) en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Immobilisations

♦ Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels : 1 an / L

♦ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire (L) en fonction de la durée de vie prévue. L'immeuble a été inscrit en 7 composants dont les principaux taux utilisés sont les suivants :

- Constructions : 50 ans / L
- Agencements des constructions 25 ans, 15 ans et 10 ans / L
- Agencements divers : 5 ans / L
- Matériel de bureau et informatique : 3 et 5 ans / L
-

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

♦ Immobilisations financières

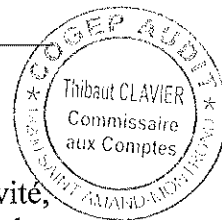
Les « autres participations » font l'objet d'une dépréciation dans la mesure où leur valeur d'utilité est inférieure à leur valeur d'entrée dans le patrimoine.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées à leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées à leur valeur nominale.



Réserves

Les affectations en réserves résultent de l'affectation des résultats de chaque activité, proposée par l'association et acceptée par les tiers financeurs, compte tenu des règles particulières du code de l'action sociale et des familles, qui fixe les modalités d'affectation du résultat.

Provisions pour risques et charges

Des « provisions pour risques et charges » sont constituées à la clôture d'un exercice, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- il existe des obligations certaines de la société à l'égard de tiers ;
- il est probable que l'entité ait à effectuer des sorties de ressources au profit de ces tiers, sans contrepartie au moins équivalente de leur part après la date de clôture ;
- il est possible d'estimer de manière fiable ces sorties de ressources.

Provision pour Indemnité de Fin de Carrière :

Une provision pour Indemnités de Fin de Carrière (IFC) a été calculée sur l'ensemble du personnel à compter du 1^{er} janvier 2007.

Cette provision est calculée sur la base des éléments suivants :

- ✓ date d'entrée ;
- ✓ année de naissance ;
- ✓ salaires de décembre ;
- ✓ ancienneté évaluée à l'âge de 63 ans ;
- ✓ indice de vie (TPRV/TP 93) ;
- ✓ actualisation (taux 3.77 %) et taux de probabilité de départ (6.83 %) ;
- ✓ taux de charges (34 %).

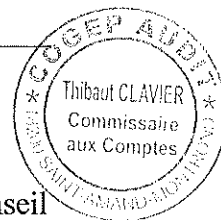
Les droits acquis au terme sont évalués d'après la Convention Collective soit :

- ✓ un mois de salaires après 10 ans ;
- ✓ trois mois de salaires après 15 ans ;
- ✓ six mois de salaires après 25 ans ;

Le calcul des droits acquis pour l'année 2025 se clôture par une dotation aux provisions d'exploitation de 15 505.08 €.

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les plus et moins-values sur cessions d'immobilisations et les produits ou les charges résultant d'événements ou de transactions clairement distincts des activités ordinaires de l'entité et dont on ne s'attend pas à ce qu'elles se reproduisent de manière fréquente ou régulière.



Contributions volontaires en nature

Le bénévolat correspond au temps consacré par les membres du Conseil d'administration, et des membres de l'entité qui participent aux différentes actions menées par l'association. La valorisation de ces temps au taux horaire de 11.88 € auquel s'ajoute les charges, représente un total de 67 042 € au titre de l'exercice 2025.

D - NOTES RELATIVES AU BILAN

NOTE 1 - Immobilisations incorporelles

(en €)	01.01.2025	(+)	(-)	31.12.2025
Frais d'établissement				-
Fonds commercial				-
Autres immob. Incorp.	21 775	-		21 775
Total brut	21 775	-	-	21 775
Amort. & prov.	21 775			21 775
Total net	-	-	-	-

NOTE 2 - Immobilisations corporelles

(en €)	01.01.2025	(+)	(-)	31.12.2025
Terrains	66 710			66 710
Constructions	676 262			676 262
Installations techniques				-
Autres immob. Corp.	318 966			318 966
Immob. En cours	-		-	-
Total brut	1 061 939	-	-	1 061 939
Amort. & prov.	471 423	37 303	-	508 726
Total net	590 516	-	37 303	553 213

NOTE 3 – Etat des échéances des créances

(en €)	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	98		98
Clients			
Autres créances	149 804	149 804	
Personnel et CR			
Sécurité sociale et CR			
Etat et autres collectivités			
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	11 580	11 580	
Total	161 482	161 384	98
Montant des prêts accordés	-		
Montant des prêts remboursés	-		

**NOTE 4 – Fonds associatifs**

(en €)	01/01/2025	(+)	(-)	31/12/2025
Réserves	643 798	35 474		679 272
dont réserves des activités sous gestion contrôlée	387 763	35 474		423 237
Report à nouveau	- 149 158	48 237	236 319	- 337 240
dont report à nouveau sous gestion contrôlée	- 103 707	7 246	150 727	- 247 189
Résultat de l'exercice	- 152 608	46 879	- 152 608	46 879
Résultat sous contrôle financeur				-
Subventions d'investis.	-		-	-
Réint. subventions d'investis.	-	-		-
Provisions réglementées	21 012	636		21 648
Total	363 045	131 227	83 712	410 560

	2025	2024
Résultat des activités propres	- 10 493	- 44 600
Résultats sous contrôle du tiers financeur	57 372	- 108 008
DPF	1 713	- 39 719
PJM	55 659	- 68 288
	57 372	- 108 007
Résultat comptable association	46 879	- 152 608

Les résultats 2024 sous contrôle de tiers financeurs seront définitivement affectés en N+2 lors du retour de l'analyse du compte administratif 2024.

NOTE 5 – Provisions pour risques et charges et fonds dédiés

(en €)	01/01/2025	(+)	(-)	31/12/2025
Provisions pour risques	80 000	-	-	80 000
Provisions pour IFC	115 268	15 505	-	130 773
Total	195 268	15 505	-	210 773
Fonds dédiés	-	-	-	-
Total	195 268	15 505	-	210 773

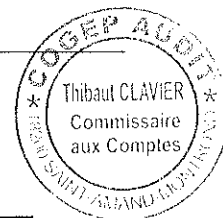
Evolution des provisions :

Estimation suite recours salarié au conseil de prud'hommes de 80 000 €

Actualisation des engagements de retraite 15 505 €.

Evolution des fonds dédiés :

Néant.

**NOTE 6 – Etat des échéances des dettes**

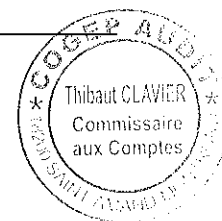
(en €)	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires				-
Emprunts à 1 an à l'orig.				-
Emprunts à plus 1 an	98 183	10 774	48 034	39 375
Emprunts et dettes fin.				-
Fournisseurs et CR	28 574	28 574		-
Personnel et CR	2 890	2 890		-
Sécurité sociale et CR	122 448	122 448		-
Etat et autres collectivités		-		-
Dettes sur immobilisations				-
Groupe et associés				
Autres dettes	11 343	11 343		
Produits constatés d'av.	33 750	33 750		
Total	297 187	209 778	48 034	39 375
Emprunts souscrits	120 000			
Emprunts remboursés	21 817			

E – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**NOTE 7 – Détail des subventions par financeurs**

	Etat	Collectivités territoriales	UNAF	CAF	Autres	Montant fin exercice
Concours publics	1 062 526					1 062 526
Subventions d'exploitation	102 996	167 567	155 496	59 875		485 934
Subventions d'investissements						
TOTAL	1 165 522	167 567	155 496	59 875		1 548 460

NOTE 8 – Détail des charges à payer

(en €)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes fournisseurs	-	-
Dettes fiscales et sociales	60 537	85 215
Autres dettes	20 486	134 265
Total	81 022	219 481



NOTE 9 – Evolution des effectifs

	31/12/2025	31/12/2024
Cadres	3	3
Agents de maîtrise	-	-
Employés	30	27
Total	33	30

NOTE 10 – Engagements donnés ou reçus

Engagements et cautions donnés : Néant.

Engagements et cautions reçus : 70 000 € par l'UNAF (50 % de l'emprunt contracté) en 2012

NOTE 11 – Autres informations

La rémunération du commissaire aux comptes au titre de l'exercice 2025 s'établit à 6 350 € TTC honoraires entrant exclusivement dans le cadre de la révision légale des comptes.

Le montant total des fonds gérés par l'association au 31 décembre 2025 pour le compte des majeurs protégés s'élève à 16 535 066 €.

La rémunération brute des dirigeants (Loi 2006-586 du 23 mai 2006 concernant les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés) est de 140 840 € pour l'exercice 2025.